

Juillet 2013

Mot du président

Chers membres,

À l'assemblée annuelle et à l'assemblée générale extraordinaire de l'ACJT tenues le 24 mai 2013, notre règlement a été réadopté pour des motifs d'ordre technique. Outre les rapports d'activités usuels, un exposé détaillé sur le dossier de l'AMF a été présenté.

Un nouveau conseil d'administration formé de cinq membres a été élu, soit, dans l'ordre alphabétique, *Louis Fortier, Régine Gardès, Barbara McClintock, Sophie-Louise Ouimet et Yannick Pourbaix*.

Nous remercions Fasken Martineau d'avoir encore une fois mis à notre disposition une magnifique salle de conférence et de nous avoir offert un délicieux goûter.

L'ACJT a connu un autre bon exercice en 2011-2012. Elle a publié trois numéros de son bulletin, le *Juriscribe*, ainsi que l'annuaire des membres. Elle a organisé deux activités de formation, reconnues par le Barreau du Québec, et trois activités de réseautage. La Bourse d'excellence en traduction juridique a été décernée pour une quatrième fois par l'Université de Montréal. L'ACJT bénéficie maintenant des services de deux vaillantes webmestres : Régine Gardès et Barbara McClintock. Nous espérons que le site sera ainsi plus dynamique, suscitera une plus grande participation de nos membres et attirera davantage de visiteurs.

Contre toutes attentes, le dossier AMF/Dentons-ACJT art. 40.1 LVMQ a été réactivé au printemps dernier. Désigné défenseur volontaire en raison de son statut de juriste-traducteur *freelance* (c'est-à-dire non rattaché à un des grands cabinets d'avocats), votre humble serviteur a dû cette fois-ci s'inscrire officiellement au registre des lobbyistes du Québec. Nous vous invitons à prendre connaissance des documents relatifs à ce dossier sur notre site Web à l'adresse www.acjt.ca. Pour ce qui est des articles paraissant dans les divers médias électroniques, nous exhortons aussi tous les membres à les commenter, poliment mais fermement, que ce soit en leur propre nom, sous un pseudonyme ou anonymement. C'est une occasion idéale pour vous faire entendre au sujet de votre profession, que l'ACJT a comme mission de promouvoir, et pour défendre vos droits linguistiques en tant que citoyens et épargnants.

Nous tenons à remercier tous les bénévoles qui ont contribué au succès des activités de l'ACJT. Nous vous réitérons notre invitation à nous faire part de vos idées et suggestions. Les bénévoles et les nouveaux membres seront toujours les bienvenus.

Bonne lecture, bonnes vacances et bon été!

Louis Fortier



Dans ce numéro

- Nouvelles de l'ACJT et des membres
- Mystery surrounding the translation of the Civil Code
- L'Actualité juridique
- « Not Gangnam Style » et « Some top Canadian expressions »
- Parutions, perfectionnement, congrès

Nouvelles de l'ACJT : Cocktail dînatoire estival

Par Régine Gardès, traductrice responsable des services linguistiques, Miller Thomson S.E.N.C.R.L.

Le comité organisateur n'a pas attendu que l'été daigne prendre ses quartiers pour convier les membres de l'ACJT à l'habituel cocktail dînatoire estival. Le 12 juin dernier, de nombreux collègues se sont retrouvés autour d'un verre et ont pu savourer les délicieux canapés que le chef Giovanni Apollo avait préparés pour l'occasion : foie gras, pétoncles, canard, crevettes et hors-d'œuvre variés ont été servis avec charme et attention dans l'ambiance feutrée du chic restaurant Apollo au cœur du centre-ville de Montréal.

Convivialité et bonne humeur étaient au rendez-vous. Plusieurs étaient visiblement ravis de se retrouver, d'autres venaient aux nouvelles. Mais tous avaient hâte de revoir Louis Fortier qui, avec sa verve habituelle et son légendaire sens de l'humour, a profité de l'occasion pour résumer les derniers rebondissements du dossier concernant l'AMF et l'article 40.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

Pour appuyer ses propos sur les enjeux de l'heure, Louis nous a fait la lecture d'un extrait du très beau discours d'ouverture du *Forum mondial de la langue française* prononcé à Québec le 2 juillet 2012 par le secrétaire général de la Francophonie, Monsieur Abdou Diouf, dans lequel celui-ci appelle les francophones à être des indignés linguistiques et nous rappelle « ... que le temps presse et que nous devons avoir, dès maintenant, l'ambition de tout dire sur tout, en français, sous peine que la langue française, un jour, ne dise plus rien sur rien. »

Malgré le signe d'une inquiétude réelle, la bonne humeur a vite repris le dessus, sans doute parce que nous savons que notre président, qui agit maintenant officiellement – et bénévolement – en qualité de lobbyiste, défend admirablement bien les intérêts de ses membres dans ce dossier.

Sans aucun doute, l'ACJT est d'attaque pour atteindre le but qu'elle s'est fixé.

Nouvelles des membres

Par Claire Vallée, jurilinguiste, Cour suprême du Canada

Louise Savard est partie à la retraite après plus de onze ans de service à la Cour suprême, à titre de jurilinguiste et de conseillère juridique. Elle avait auparavant exercé en traduction et révision juridiques, durant dix ans à son



compte. Elle avait commencé sa carrière au Centre de traduction et de documentation juridiques de l'Université d'Ottawa où elle avait travaillé une décennie également. Elle manque déjà beaucoup à ses ex-collègues.

The Mystery Surrounding the Translation of the 1977 Report on the Draft Civil Code of Québec and the 1991 Translationⁱ

By Barbara McClintock, C. Tr.

Re-visiting the translation of the CCQ

While researching the mystery surrounding the translation of the Civil Code of Québec at Louis Fortier's suggestion, I discovered that the English Report on the Draft Civil Code was highlighted on the home page of the Civil Code Revision Office archives at McGill. You can imagine my surprise when I turned the pages of the virtual books and saw the translators' names, three of whom I recognized! These mostly freelance English translators—12 are listed in Volume 1—together with R. Clive Meredith and Mary Plaice, made a significant contribution to the 1994 Civil Code of Québec (CCQ), and deserve better recognition.

First, some background information is in order. Anglophones have always worked in partnership with Francophones in Quebec, as evidenced by the English translation of the province's laws. In the case of the Civil Code of Lower Canada, with French and English side by side, the translation of the original version dates back to its enactment in 1866. Moreover the section on Obligations was originally drafted in English.ⁱⁱ The English version of the CCQ, which came into force on January 1, 1994, is virtually unique in the English-speaking world as the only similar piece of legislation in English is the Civil Code of Louisiana, except that some parts of the English version of the old Civil Code of Lower Canada were inspired by Scottish law.ⁱⁱⁱ

In his foreword to the Report on the Draft Code, Paul-André Crêteau pointed out the main features of the reform. A common complaint had been that the old Civil Code of Lower Canada was geared toward protecting landowners and people who could live off their investments, so it was decided that the focus of the new Code would be human rights or the “preeminence of the human person,” according to Professor Crêteau. As a result, the new CCQ begins with Book 1 Persons and the phrase, “Every human being possesses juridical personality.” Moreover, with the growing recognition of rights for children, it was decided that the clearly drawn distinction in the old Code of Lower Canada between legitimate and illegitimate children would be abolished.

A huge project

A senior translator at the Quebec government, R. Clive Meredith, known as Clive, was invited by Deputy Minister of Justice Robert Normand to co-ordinate the translation of the Report on the Draft Code. The scope of this challenging job included the proposed legislation, the reports of more than 40 committees and



tables of concordance, as well as comments and criticisms received from the broad consultations that were held. Approximately 2,000 copies of each committee report were distributed for comments to people in all walks of life.

Mary Plaice, today an honorary member of OTTIAQ, became Clive's assistant coordinator. Affectionately dubbed "Mrs. Picky" by team members, she helped Clive with proofreading and final touch-ups. Mary occasionally attended terminology meetings in Clive's absence and added her two cents' worth. On one occasion, she objected strongly—much to the surprise of the senior judge participating that day—when he proposed a less than felicitous turn of phrase for the English translation. I am happy to say that they reached a compromise suitable to everyone. I am indebted to Mary Plaice for this information.

At the time of the project—although it may not have been true later—it was felt that the Code should be written for the man on the street, rather than for specialists.^{iv} Paul-André Crépeau, after whom the McGill Centre for Private and Comparative Law is named, was in charge of the overall project, and John E.C. Brierley, a McGill law professor, was responsible for the final revision of the English Draft Code. To quote from his biography on the Faculty of Law website, Professor Brierley "worked extensively in the Civil Code Revision Office, specifically as secretary for the Property Law Committee and for the Committee on the Law of Successions, Wills, Trusts and Gifts, as well as chair of the Committee on Legal Terminology."^v According to Mary Plaice, Kelly Ricard, who passed away last month, was the most gifted translator working on the huge project and much of the plain and simple language used in the 1977 translation was her work.

The Controversy

After four years in the making, the translation of the 1977 Draft Code of the Office was left on the cutting room floor, and the Draft Code was never promulgated, except for the parts forming Book 2 on Family Law enacted in 1980.^{vi} The 1991 translation was completely redone by National Assembly translators and around 1,000 new articles were added to the Code, according to Clive Meredith. The bill to enact the new Code was introduced by Gil Rémillard in the National Assembly in 1990, received Royal Assent in 1991 and came into force in 1994.

Essentially, the story of the making of the CCQ was that of a struggle between innovators and traditionalists. Although I am not a Civil Code expert, I would hazard a guess that the plain language translation for the man on the street by Mr. Meredith's team was too avant-garde for its time, and legalese won out. The irony is that, despite the retranslation, the English version of the Civil Code of Québec was strongly criticized in 1994, and it is still complained about today by jurists and non-jurists alike.

It would be an interesting, but controversial, exercise, to make a comparison of the two CCQ translations (1977 and 1991). Unfortunately, although the Report on the Draft CCQ provides some clues to the story, it is still unclear who revised the English translation that came into force in 1994. So, the mystery continues...

I would like to sincerely thank Mary Plaice and Clive Meredith. It would not have been possible to write this article without their gracious assistance.



L'actualité juridique

Par Pierre St-Laurent, juriste-traducteur, PSL Legal Translation Inc./PSL Traduction juridique Inc.

Poursuite du gouvernement américain contre Standard & Poor's

Le département de la Justice des États-Unis a déposé une poursuite civile contre S & P, affirmant que S & P se trouvait en conflits d'intérêts lorsqu'elle a attribué de bonnes notes à des titres adossés à des créances et avait faussement fait croire que ses évaluations étaient objectives et indépendantes. Il est allégué que pour accroître sa part de marché, S & P a attribué des notes favorables aux émetteurs. Même si le département n'avait pas poursuivi aussi Moody's aux dernières nouvelles, il faut préciser que S & P et Moody's ont toutes deux fait l'objet de poursuites par des investisseurs au sujet des notes attribuées. Dans son rapport au Congrès américain, la Commission d'enquête sur la crise financière a reproché aux agences de notation d'avoir contribué à la crise financière en attribuant des notes de qualité injustifiées à des titres risqués. Selon un ancien employé de Moody's, la culture de l'entreprise s'était transformée au fil du temps, au point où les employés se sentaient obligés de dire oui.

Say no on pay

Dans une chronique antérieure, j'expliquais que les grandes sociétés canadiennes commençaient à tenir des votes consultatifs auprès de leurs actionnaires sur le régime de rémunération des administrateurs et des dirigeants. Eh bien, mal en pris à la Société aurifère Barrick. À sa dernière assemblée des actionnaires, ceux-ci ont défait dans une proportion de 85,2 % le régime de rémunération proposé. Le vent de la colère des actionnaires a aussi soufflé sur les membres du comité de rémunération, qui ont obtenu un niveau d'appui moindre que les autres administrateurs, mais, heureusement pour eux, nul n'a obtenu moins de 50 % des voix exprimées, ce qui aurait entraîné l'application de la règle sur la majorité des voix et obligé le ou les membres en cause à démissionner.

Des données contre des billets

Certaines sociétés sont spécialisées dans la prestation de conseils aux actionnaires sur la façon d'exercer leurs droits de vote. L'une de ces sociétés est Institutional Shareholder Services (ISS). ISS a récemment réglé hors cour une poursuite civile intentée par la SEC. Selon les allégations de la SEC, niées par ISS, un employé a divulgué à une société de sollicitation de procurations les intentions de vote confidentielles des actionnaires concernés, et ce, de 2007 au début de 2012. En contrepartie, l'employé en question aurait reçu au fil des ans pour 11 500 \$ de billets d'événements sportifs et de concert et pour 20 000 \$ de repas. Comme on peut s'en douter, ISS a congédié l'employé. Quelqu'un a donc perdu son emploi pour avoir accepté un peu plus de 30 000 \$ de pots-de-vin. Décidément, certains ne savent pas compter en plus d'être malhonnêtes.



L'égalité au sein des conseils d'administration

Depuis des années, la presse financière fait état de la faible représentation des femmes au sein des conseils d'administration. Selon un reportage du *Globe and Mail*, la proportion d'administratrices dans les sociétés ouvertes au Canada s'établit à 13,1 % en 2013, soit bien loin derrière la Norvège, à 36,1 %. En outre, 40 % des sociétés visées par l'indice composé S&P/TSX ne comptent aucune administratrice. Le gouvernement de l'Ontario a donc décidé d'agir, d'autant plus que, selon lui, 47 % des administrateurs d'organismes gouvernementaux ontariens sont des administratrices. L'approche ontarienne différera cependant de l'approche de quotas adoptée par certains pays. Ainsi, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario édictera une nouvelle règle obligeant les sociétés inscrites en bourse à énoncer des objectifs en la matière et à faire état des progrès réalisés ou à expliquer pourquoi elles choisissent de ne pas établir d'objectifs. Il restera donc à voir quel sera le libellé exact de la règle.

Not “Gangnam” Style, but “Canadian” Style, We Don’t Speak Like Americans Do . . . Yet

By Barbara McClintock, C. Tr.

Canadians use some expressions that are unfamiliar to Americans and, when I go to the U.S., I occasionally see a look of surprise register on someone's face when they hear me speak. For example, when I enter a business in upper New York State or northern Vermont, whether it is a store, hotel or restaurant, the typical greeting is "How are you?" at any time of day or night. I have never met these people in my life, yet they want to know how I am feeling. At first, I answered with a typical Canadian response, such as "not (too) bad," "OK, I guess," "I'm tired of this weather," or "could be better." I ask them how they are, of course, to be polite. Well, it is definitely a marketing ploy, because salespeople are not interested in hearing an honest answer.

Another pet peeve of mine is that some Americans say "yep" instead of "yes" or "you're welcome." "Could you tell me where the men's clothing department is?" "Yep, it's down there." "Thanks!" "Yep." If you ask Americans where the washroom is, they give you a blank stare. After a few seconds, most people say, "Oh, you mean the bathroom." I've never seen a bath in a Walmart or a gas station, but, for purposes of communication, next time I'll ask for the ladies' room.

Tap is a Canadian word (albeit of British origin) for *faucet*. Some other distinctive Canadian expressions are:

- all-dressed pizza (with all the toppings)
- chinook (wind)
- eh (a common interjection)
- garburator (garbage disposal installed in the sink)
- knapsack (backpack)
- kerfuffle (a noisy and disorderly incident)
- grow-op (marijuana growing operation)
- loonie and toonie (money)

- 
- parkade (for an indoor parking facility)
 - rye and ginger (for whisky^{vii} and ginger ale)
 - toque (ski hat)
 - toboggan (sled)
 - serviette (for napkin)

Outdated language resources may put Canadian English at risk of encroaching Americanisms. Oxford discontinued the publication of the favourite dictionary of many translators, the *Canadian Oxford Dictionary*, in 2006. Thomas Nelson acquired Gage, the publisher of the tried and true Gage Canadian line of dictionaries used in many schools and the federal government. The resulting new line of Canadian dictionaries is under the HarperCollins imprint.

With regard to grammar books, the federal government's *The Canadian Style*, a guide to writing and editing in Canadian English, is showing its age. There are no plans to revise it at the time of writing. Fortunately for Canadian translators and writers, the Canadian Press is keeping its essential *Canadian Press Stylebook* and *Caps and Spelling* resources up-to-date with paper and online versions.
Follow me on Twitter @ LeMotGeek

Some top Canadian expressions that Yanks may not understand

By Barbara McClintock, C. Tr.

Maclean's has just published its *Book of Lists, Volume 2*, which brings back a popular feature, namely, a list of 11 Canadian words, phrases or slang that most Americans wouldn't understand. Here they are:^{viii}

1. Double double
2. Pogey
3. All-dressed
4. Chesterfield
5. Pop (soda)
6. Soaker
7. Dinged (financially hit)
8. Turfed out
9. Give'r
10. Parkade
11. Hoser



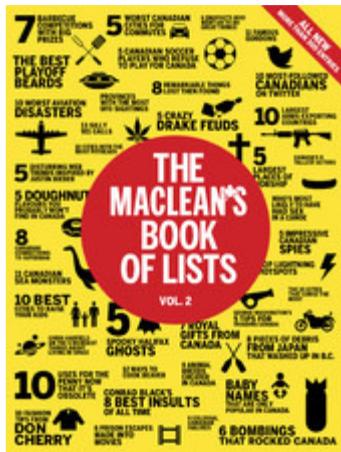
My take on the above list

Double-double is in the *Canadian Oxford Dictionary* (2006). Tim Horton's aficionados will know that it means a coffee with double cream and double sugar added.

Although it is an entry in TERMIUM PLUS, I don't recall hearing the term *pogey* or *pogy* in Quebec, and I would personally say *the dole*, as in *being on the dole* or *on welfare*. *Dole* is a term used in the U.K. and Australia for *welfare* (U.S.).

Pogey makes me think of *Pogos* in Quebec, known by their brand name, which is a reference to the sticks (pogo sticks). In the United States, they are called corndogs, which make sense because they are hotdogs on a stick, covered in cornmeal. As far as I know, *Pogo* is a Quebecism.

I may be quibbling, but personally I say *soft drink*, rather than *pop* or *soda*. A *soaker* means stepping in a puddle and getting your shoe or your foot wet. *Give'r* is a slang expression for putting a great effort into something, especially in a physical sense, or "to go for it," according to the Online Slang Dictionary at <http://onlineslangdictionary.com>. Strangely enough, it is a verb. I would guess that the equivalent in French would be *goaler* e.g., *J'ai dû goaler aujourd'hui; tu as goalé aujourd'hui*.



Les opinions exprimées sous ces rubriques ne sont pas celles de l'ACJT. Les renseignements qui y sont présentés sont fournis par la personne ou l'organisme auteur de l'article ou en faisant l'objet.

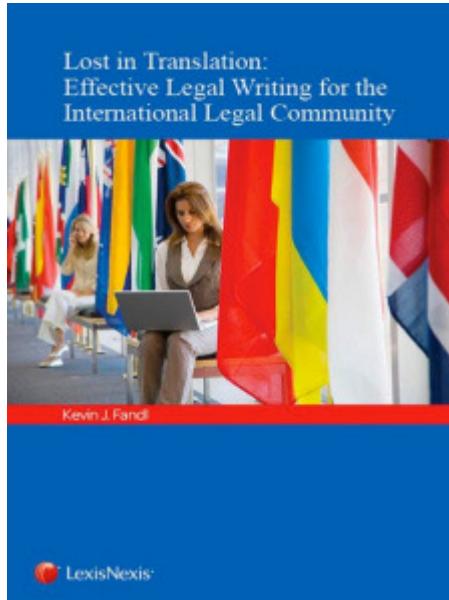
Parutions

By Barbara McClintock, trad. a. / C. Tr.

Fndl, Kevin J., *Lost in Translation: Effective Legal Writing for the International Legal Community*, LexisNexis, April 2013, ASIN: B00CFQ484G, 227 pages.

Publisher's description

"The focus of this book is on providing clear solutions to common errors present in the legal writing of foreign legal practitioners and law students. . . in an accessible format with samples of legal correspondence, contracts, case briefs, and citations to allow the reader to obtain thorough explanations and clear guidance for all of their drafting needs."



Fandl, Kevin J., *Narrowing the Gap: Legal English for the New International Legal Practitioner*, American Bar Association, (Feb. 16, 2013), 278 pages, ISBN-13: 978-1614384373, Spanish language edition.

"This concise guide provides instruction for foreign legal practitioners or advanced LLM students on the basics of the U.S. legal system and the process of legal reasoning, using substantive topics in U.S. law as example. The book also provides special focus on contracts, torts, and trade law. In these areas, you'll find an outline of the law in the U.S., and central concepts of relevance to that area of law today." "There is also a specialized legal English dictionary of terms and phrases that are most commonly used in the three substantive areas and in the procedural practice area of law."

Perfectionnement

Magistrad

Séminaire de perfectionnement : On traduit à Québec, un séminaire pour les traducteurs qui visent l'excellence, du 29 au 31 août 2013. Il y a deux filières parallèles : une pour les traducteurs anglais-français et une pour les traducteurs français-anglais.

<http://www.magistrad.com>
<http://www.magistrad.com/calendrier.php>

OTTIAQ :

<http://ottiaq.org>



Congrès

Par Aline Manson

La septième édition de l'Institut d'été de jurilinguistique aura lieu le 30 août 2013, à la Faculté de droit de l'Université McGill. Le thème : « Jeux de mots : Traduire. Écrire. Penser le droit »

<http://www.mcgill.ca/centre-crepeau/fr/activities/jurilinguistics/7e>

La Journée mondiale de la traduction : 30 septembre 2013 est fêtée chaque année à l'OTTIAQ.

Le 54^e Congrès de l'American Translators Association se déroulera, du 6 au 9 novembre 2013, à San Antonio, Texas (É-U)

<http://www.atanet.org/conf/2013/>

La Fédération internationale des traducteurs fête ses soixante ans d'existence en 2013. **Le 20^e Congrès mondial de la Fédération internationale des Traducteurs**, du 4 au 6 août 2014, à Berlin (Allemagne), aura pour thème : *Man vs. Machine? The Future of Translators, Interpreters and Terminologists.* Soumission des projets de conférence avant le 31 juillet 2013.

<http://www.fit-ift.org>

Bon été à tous et beau temps!



Notes des articles de Barbara McClintock

Article : “The Mystery surrounding . . .”

ⁱ McGill Archives: <http://digital.library.mcgill.ca/ccro/index.php>

ⁱⁱ Marianopolis, *L'Encyclopédie de l'histoire du Québec / The Quebec History Encyclopedia*,
<http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/CivilCode-QuebecHistory.htm>

ⁱⁱⁱ Ibid Marianopolis, *L'Encyclopédie de l'histoire du Québec / The Quebec History Encyclopedia*,
<http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/CivilCode-QuebecHistory.htm>

^{iv} R. Clive Meredith, “Pitfalls and Procrastinations, An Account of how the Revised Civil Code of the Province of Québec was translated” (unpublished), 1977.

^v McGill Law faculty, <http://www.mcgill.ca/wainwright/chair/brierley>

^{vi} McGill Archives http://digital.library.mcgill.ca/ccro/final_report.php

Article : “Not Gangnam Style...”

^{vii} *The Collins Canadian Paperback Dictionary*, HarperCollins, 2010, p. 943, defines whiskey as Irish or American whiskey. In Canada, we use the Scottish spelling without the “e.”

Article : “Some top Canadian expressions...”

^{viii} http://www2.macleans.ca/2013/06/20/11-more-canadian-words-phrases-or-slang-most-americans-wouldnt-understand/?utm_source=BRxZ-uB8zdvTYS&utm_content=macl69&utm_medium=email